

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle Carrières et Matériaux  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 30 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 10/03/2026**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU**

54 Avenue de l'Atlantique  
53000 Laval

**Références :** [référence à compléter](#)

**Code AIOT :** 0006302759

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU implanté La Louverie 72200 La Flèche. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU
- La Louverie 72200 La Flèche
- Code AIOT : 0006302759
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La visite concerne une carrière de sables et graves située au lieu-dit « la Louverie » sur la commune de la Flèche autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00.5343 du 19 décembre 2000 au profit de la société des Carrières du Maine et de la Loire pour une durée de 25 ans.

Des transferts de l'exploitation ont eu lieu (arrêté préfectoral complémentaire n° 07-6381 du 21 décembre 2007 au profit de la société LAFARGE GRANULATS OUEST, arrêté préfectoral complémentaire n° 2014350-0004 du 19 janvier 2015 au profit de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE) avec en dernier lieu le transfert de l'exploitation au profit de la société PIGEON GRANULATS Loire-Anjou par l'arrêté préfectoral DCPAAT n°2022-0280 du 12 octobre 2022.

L'exploitation est poursuivie dans les conditions énoncées par les arrêtés préfectoraux susvisés du

19 décembre 2000, du 25 juillet 2006, du 21 décembre 2007 et du 19 janvier 2015.

L'arrêté préfectoral n°DCPPAT2017-0601 du 1<sup>er</sup> décembre 2017 a autorisé, à proximité immédiate, l'exploitation d'une carrière de sables et de graviers située au lieu-dit « Les Grandes Landes » sur le territoire de la commune de La Flèche pour une durée de 15 ans par la S.A.S. SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE SEICHES. Il n'y a pas d'installation de traitement de matériaux autorisée sur le site de cette carrière. Les matériaux sont exploités à la pelle et directement chargés dans les engins de chantier puis acheminés sur la sablière voisine de « la Louverie » pour traitement, pesée puis commercialisation comme indiqué dans l'article 1.2.4. de l'arrêté préfectoral précité. L'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2021-0238 du 28 octobre 2021 transfère l'autorisation environnementale au profit de la société SAS PIGEON GRANULATS Loire-Anjou.

L'extraction au lieu-dit de "la Louverie" a été stoppée et le carreau restant non exploité contient l'installation de traitement qui est alimentée des matériaux en provenance de la carrière située au lieu-dit "des Grandes Landes" mitoyenne dont l'extraction a débuté. L'autorisation de la carrière de la « Louverie » a été prolongée de 2 ans par l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2025-0351 du 17 décembre 2025 afin de finaliser le dossier de renouvellement et extension ainsi que le regroupement des deux sites.

Une notification de cessation d'activité concernant une zone du site de « la Louverie » a été déposée en vue de l'installation d'un parc photovoltaïque. Cette zone étant toujours intégrée et fonctionnelle au sein du périmètre de l'installation, la notification a été jugée non recevable et retirée. La visite a pour but d'échanger sur les incidences du portage du projet photovoltaïque par l'exploitant et la maîtrise des risques additionnels que cela implique dans le cadre de son futur dossier de renouvellement-extension-regroupement des deux sites.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
2	Dispositions générales ICPE	Code de l'environnement , article R512-39	Sans objet
3	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 1	Sans objet
4	Tri des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 21	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.4.4 et 1.4.5 - CE R516-2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite sur site, couplée à une réunion à distance avec le prestataire envisagé pour le parc photovoltaïque, a permis d'échanger sur les responsabilités qui incombent à l'exploitant au sein du périmètre de son installation autorisée.

L'exploitation du site, prolongé pour une durée de 2 ans, fait l'objet d'un projet de renouvellement-extension regroupement avec le site de carrière mitoyen et le dossier est en cours de rédaction.

Dans l'éventualité de la mise en place d'un parc photovoltaïque sur l'emprise du site de la carrière en fonctionnement, les modifications des conditions d'exploiter doivent être portées par l'exploitant du site ICPE avec l'ensemble des éléments d'appréciation lui permettant notamment de démontrer un niveau de maîtrise des risques satisfaisants.

Des rappels sur l'évolution de la réglementation ont également été faits lors de la visite d'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registres et plans des carrières à ciel ouvert

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registres et plans des carrières à ciel ouvert
<b>Prescription contrôlée :</b>  Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Le plan de l'exploitation du site de la « Louverie » pour l'année 2025 a été transmis lors de la visite. Sur ce plan sont identifiés les limites du périmètre ainsi que les abords. L'exploitation est à ce jour terminée sur la « Louverie » il n'y a donc pas de bords de fouille identifiés ; les cotes d'altitude des points significatifs sont bien présents pour la borne et pour la hauteur des bassins. Il manque la localisation du forage (même s'il n'est plus utilisé) et 2 piézomètres nommés A et B indiqués ne correspondent pas au suivi réalisé du niveau de nappe souterraine.  Il faut également noter que les parcelles cadastrales 67 et 68 qui figurent intégrées au périmètre d'autorisation sur ce plan d'exploitation ne sont pas listées dans de l'arrêté préfectoral.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le plan qui sera transmis dans le futur dossier de renouvellement-regroupement-extension devra être cohérent avec les maîtrises foncières présentées pour la définition exacte du nouveau périmètre du site. Ces deux parcelles hébergent un rendez-vous de chasse pour lequel des précisions de contrôle d'accès doivent être fournis en cas d'intégration au périmètre de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositions générales ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Ajout d'une activité sur le site
<b>Prescription contrôlée :</b>

Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R. 512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé. Il transmet un exposé des justifications associées à cette demande trois mois au moins avant la mise à l'arrêt définitif ou, dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35, six mois avant la mise à l'arrêt définitif. Ces justifications prennent en compte, y compris dans le cas de reports successifs, l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement. Le préfet arrête, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, le report de la réhabilitation, en précisant notamment les mesures conditionnant la libération des terrains concernés, l'information préalable requise avant la mise en œuvre des opérations de réhabilitation, et la réévaluation périodique de la justification du report. L'absence de réponse du préfet dans un délai de quatre mois vaut refus de la demande.

#### **Constats :**

Constats de la précédente visite :

Lors de la précédente visite sur le site en mai 2025, l'inspection avait constaté que les terrains concernés par la demande de cessation partielle pour la pose de panneaux photovoltaïques flottants n'étaient pas libérés. L'exploitant a retiré son dossier de notification en juillet 2025.

Nouveaux constats :

Lors de la visite du mois de mars 2026 il a été acté lors d'une réunion avec le porteur de projets photovoltaïques et l'exploitant que la seule possibilité pour qu'un parc photovoltaïque soit positionné sur le bassin de décantation encore utilisé par le carrier tient au fait que le projet doit être porté par l'exploitant.

Si le projet de centrale photovoltaïque abouti, il sera sous la responsabilité du carrier car intégré au périmètre d'exploitation du futur site regroupant la carrière actuelle au lieu-dit de la « Louverie » et celle au lieu-dit « les grandes Landes ».

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra intégrer le projet photovoltaïque, avec l'ensemble des éléments d'appréciation lui permettant notamment de démontrer un niveau de maîtrise des risques satisfaisants, au dossier en cours de rédaction pour le renouvellement-regroupement-extension de l'autorisation d'extraire sur le site des « Grandes Landes » et de traitement de matériaux sur le site de « la Louverie ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 3 : Champ d'application**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Champ d'application

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels), la

puissance de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW, sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.

**Constats :**

Un dossier de porter à connaissance concernant l'ajout d'une installation temporaire de concassage a été transmis au mois de mai 2025. Le dossier de porter à connaissance avait été rédigé pour régulariser la situation lors de la dernière campagne en 2025. La fréquence de ces campagnes est estimée à environ tous les 2 ans.

Lors de la visite l'inspection des installations classées sur le site le 10 mars 2026 l'installation de criblage concassage supplémentaire n'était pas présente sur place. L'exploitant a confirmé que cette installation supplémentaire, utilisée pour la valorisation de matériaux résiduels du traitement initial, n'est présente que de façon temporaire par campagne.

L'ajout, même ponctuel, de ce matériel de traitement complémentaire sera pris en compte dans le futur dossier de renouvellement-regroupement-extension.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Tri des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Toutes les dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

**Constats :**

Lors de la visite sur la carrière le 10 mars 2026 l'inspection des installations classées a pu observer la réorganisation en cours du site et la mise en place du tri sélectif des déchets par catégorie pour leur valorisation (cf photo).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Garanties financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.4.4 et 1.4.5 - CE R516-2

**Thème(s) :** Situation administrative, Garanties financières

**Prescription contrôlée :**

**ARTICLE 1.5.4. RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières sont renouvelées au moins six mois avant leur échéance et l'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières, de même six mois avant leur échéance. Avec ce document, l'exploitant transmettra un bilan circonstancié de l'état d'avancement de la remise en état du site : travaux réalisés et prévus pendant la phase qui s'achève et prévisions pour la phase qui va débiter.

**ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du

préfet dans les cas suivants : + tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; + sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % (quinze pourcents) de l'indice TPO1, et ce dans les six mois qui suivent cette variation.

Code de l'environnement - Article R516-2 - Modifié par Décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 - art. 58  
[...]

V.- Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le respect de la période minimale de trois ans amènerait à dépasser la durée de validité de l'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

**Constats :**

Constats précédents

Les garanties financières, d'un montant de 118 770 euros, ont été transmises sous la forme d'un acte de cautionnement pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026 pour le site de « la Louverie ».

Les justificatifs du calcul du montant de ces garanties ont été transmis par le mail suite à la visite de 2025.

Constats

Lors de la visite de 2026 il a été rappelé à l'exploitant que ses garanties arrivaient à échéance le 31 décembre 2026. L'exploitation de la carrière de la « Louverie » a été prolongé de 2 ans par l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2025-0351 du 17 décembre 2025.

L'exploitant a également été informé de l'entrée en vigueur d'une évolution de la réglementation. L'article R516-2 du code de l'environnement susmentionné a été modifié par le décret du 6 juillet 2024, et fixe désormais une durée minimum des actes de cautionnement à 3 ans minimum avec une dérogation dans le cas d'une échéance de l'autorisation avant cette durée.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## Planche photographique associée à la visite d'inspection

Point de contrôle N°4 : Tri des déchets



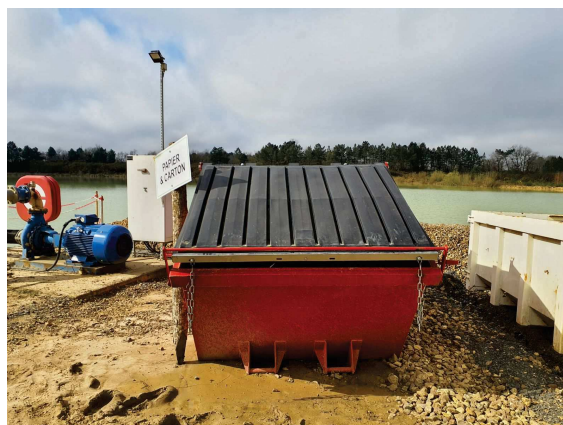
20260310\_115122



20260310\_115132



20260310\_115213



20260310\_115224